

Olivier MONTEIL
Délégué Départemental RN des Hautes-Pyrénées
Conseiller régional d'Occitanie

COMMUNIQUE DE PRESSE

Insécurité : la solitude des maires, l'incurie du gouvernement

Deux exemples de la montée de l'insécurité sont frappants en Hautes-Pyrénées : celui d'Ossun et celui de Tarbes.

Début juin, 250 caravanes de Gens du Voyage investissaient illégalement le stade d'Ossun pour s'y installer durant une semaine, obligeant le maire à annuler un tournoi de rugby qui devait s'y tenir le lendemain au profit d'enfant en situation de handicap. Au point que le maire d'Ossun, impuissant et exaspéré à juste titre, à failli démissionner. Il aura fallu une semaine pour les délinquants daignent se plier aux arrêtés du Préfet, laissant évidemment un terrain particulièrement dégradé...

Ce week-end à Tarbes, quinze Tchétchènes ont agressé une foraine, son bébé dans les bras, à la fête foraine des fêtes de Tarbes installée sur la place Marcadiou. Il s'en est suivi une très violente bagarre avec les forains, dont l'un d'entre eux a été poignardé.

Sur fond d'immigration incontrôlée, l'insécurité gagne chaque jour du terrain à Tarbes, ville où les violences aux personnes (y compris à coups de machette !) ont littéralement explosé : +82% en 6 ans, de 2016 à 2022, avec 361 coups et blessures volontaires à Tarbes en 2022 contre moins de 200 en 2016 (Interstats - ministère de l'Intérieur) !

Ces faits ne sont malheureusement pas isolés dans notre département et les maires des communes concernés sont trop souvent démunis pour y faire face. La sécurité et le rétablissement de l'ordre sont le premier devoir de l'Etat. Force est de constater l'incurie du gouvernement en la matière, incapable de mettre les moyens nécessaires ni même d'avoir la volonté de faire reculer la violence et la criminalité.

Comme le propose Rassemblement National, il est urgent de redonner leur liberté d'action aux maires, eux qui sont en première ligne et les mieux à mêmes de connaître le terrain. Les maires doivent aussi pouvoir refuser l'implantation de clandestins demandeurs d'asile sur le territoire de leur commune !
Ne laissons pas la situation sécuritaire se dégrader en Bigorre !

